

ICI ET AILLEURS, CONTRE LES FRONTIÈRES ET LEURS PRISONS

Partout les frontières sont omniprésentes : dans la rue, les transports, les administrations, les banques, les agences d'intérim...
 Si l'on a pas le bon papier chaque contrôle d'identité peut aboutir à l'enfermement et à l'expulsion. Parallèlement, aux quatre coins du monde, les frontières qui séparent les pays se technologisent et se militarisent au profit de la classe dominante.
 Face à cela quelques personnes, avec ou sans papiers, s'entraident, résistent et se révoltent. Ce sont quelques-unes de ces histoires de solidarité, de révolte et d'insoumission qui sont partagées ici.

GRÈVE DE LA FAIM ET TENTATIVE D'ÉVASION
AU CENTRE DE RÉTENTION DE RENNES

Au centre de rétention de Saint Jacques de la Lande, une petite dizaine de personnes ont entamé une grève de la faim le 4 mai. Ils ont alors écrit ce texte :

« Nous, retenus au Centre de rétention de Saint Jacques de la Lande, avons entamé une grève de la faim depuis ce matin, le 04 mai 2012.

Nous protestons contre notre enfermement. Nous n'avons pas besoin de votre nourriture, de vos vêtements, ni de vos couvertures, nous avons besoin de la liberté.

Nous voulons vivre nos vies en Europe, construire une famille, et travailler.

Les personnes retenues au Centre de rétention de Saint Jacques de La Lande. »

Heureusement, ils ont tous été libérés par la suite.

Deux semaines après, deux personnes tentent de s'évader de cette même prison pour étrangers sans y parvenir. La police du centre les enferme alors dans une cellule d'isolement.

La nuit même les deux retenus ont tout cassé dans la cellule. Ils ont été quelques jours après condamnés à un mois de prison ferme pour tentative d'évasion et dégradation.

À LIRE :

La brochure « Sans papiers : s'organiser contre l'expulsion, que faire en cas d'arrestation ? »

est un guide juridique et pratique pour s'opposer aux arrestations et aux expulsions.

On peut la télécharger sur le site internet : <http://sanspapiers.internetdown.org> (une version en arabe et en anglais sont en cours de traduction)

À ÉCOUTER :

L'émission *Sans Papiers Ni Frontières*, une émission contre les frontières et leurs prisons, tous les premiers vendredi du mois de 19h à 20h30 sur radio Fréquence Paris Plurielle (106.3)



** 21 JUIN 2012 : ÉVASION RÉUSSIE AU MESNIL-AMELOT ! **

9 retenus ont réussi à s'évader du centre de rétention flambant neuf et ultra-sécurisé du Mesnil-Amelot, situé à côté de Roissy. Ils ont creusé (ou utilisé ?) un tunnel pour s'échapper et ont ensuite, tout simplement pris le bus qui passe non loin du centre. Ils n'ont pas été retrouvés.

** SÉRIE DE RÉVOLTES ET D'ÉVASIONS DANS LES CIE ITALIENS **
(CENTRES D'IDENTIFICATION ET D'EXPULSION)

À Bologne, le 14 mai, suite à une énième révolte, 5 retenus sont transférés en garde-à-vue pour violence et rébellion. Dehors, des personnes se sont rassemblées en solidarité avec eux.

Au centre de rétention de Modène plusieurs incendies éclatent et du mobilier est détruit le 11 mai. Une soixantaine de retenus hurle « liberté ». La police se venge à coup de canon à eau.

10 jours plus tard, une vingtaine de prisonniers du centre s'évadent mais certains sont repris.

Toujours en mai, à Turin des incendies ont été allumés par des retenus plusieurs soirs de suite. Une nuit, une soixantaine de matelas sont brûlés et un prisonnier monte sur le toit, où il restera plusieurs jours. La Croix-Rouge intervient pour éteindre le feu. Dehors, des personnes viennent exprimer leur solidarité avec les retenus.

Enfin, dans la nuit du 8 au 9 juillet, 70 retenus se sont évadés du CIE de Trapani-Milo.

** ÉVASION MASSIVE À MURCIA EN ESPAGNE **

Le 23 juin, une trentaine de personnes enfermées au Centre d'Internement pour Étrangers (CIE) de Sagonera la Verde à Murcia ont attaqué la police avec des tuyaux et autre matériel trouvé sur place. 25 d'entre-eux ont ensuite réussi à escalader le mur d'enceinte pour s'évader. 15 ont été repris par la police et les 10 autres courent toujours.

BONNE CHANCE À EUX !

SOLIDARITÉ CONTRE LES EXPULSIONS

Le vendredi 6 janvier un homme est monté de force par des policiers à bord du vol Paris-Lomé assuré par la compagnie Air France. C'est la 3e tentative d'expulsion pour ce béninois que l'État français veut expulser non pas au Bénin mais au Togo, le consulat togolais délivrant des laissez-passer sur simple présentation du nom par une préfecture. Les flics sont déterminés à ce que cette fois-ci l'expulsion se fasse : le monsieur est sanglé aux jambes et menotté. Il veut parler au commandant de bord, cela lui est refusé. Dès qu'il commence à crier les flics essaient de l'en empêcher : ils tentent de l'étrangler et l'étouffent en lui obstruant la bouche.

Dans l'avion de nombreuses personnes protestent et interviennent. Les flics parlent de révolte, 5 cars de la PAF arrivent en renfort pour mater tout le monde. L'expulsé est redescendu. En comparution immédiate, il est condamné à 9 mois de prison pour violences.

2 passagers solidaires sortis de force de l'avion sont accusés de rébellion et entrave à la circulation d'un aéronef.

Placés en garde à vue puis remis en liberté sous contrôle judiciaire, **ils passeront en procès le 13 septembre à partir de 13h à la 17e chambre du TGI de Bobigny. N'hésitez pas à venir les soutenir.**

Le fait de refuser l'expulsion ne se termine pas toujours par de la prison. Il y a quelques temps, un sans papier enfermé à Vincennes racontait :

« Ils m'ont mis du scotch sur les cuisses, les pieds et les menottes aux mains, les bras dans le dos. Puis, ils ont attaché ma ceinture de sécurité. Ils m'avaient emmené dans l'avion comme un paquet. Ils étaient 5. Moi j'étais très choqué. Ils m'ont frappé aux bras et m'ont étranglé pour pas que je crie. Les passagers ont protesté, ils étaient pas d'accord. Ils m'ont sauvé [...] Il y a un gars, il a résisté 5 fois et puis il a été libéré au 45e jour. »

À VOIR :

Le blog <http://sanspapiersnifrontieres.noblogs.org> où l'on peut trouver les émissions de radio, les précédents numéros du journal ainsi que des informations contre les centres de rétention et les frontières, ceux qui les gèrent et les construisent, sur la société qui les génèrent. Sont mis à jour régulièrement des rendez-vous de manifestations, discussions et autres initiatives ainsi que des infos sur les frontières, les luttes et les révoltes dans les prisons pour étrangers.



OCCUPATION DE LA GRUE (BOUYGUES) DU CHANTIER DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE RÉTENTION DE PALAISEAU (91) LE 4 MAI 2004

LES GOUVERNEMENTS PASSENT, LES RAFLES CONTINUENT

Le mardi 22 mai, deux semaines après l'élection de François Hollande, au petit matin, plus de 300 policiers et gendarmes débarquent sur l'immense chantier du futur éco quartier d'Issy-les-Moulineaux. Il s'agit d'une opération de lutte contre le travail illégal diligentée par le Comité opérationnel départemental anti-fraude (codaf). Près de 700 ouvriers qui travaillent à la construction de ce quartier où ils n'auront jamais les moyens d'habiter sont contrôlés. Une soixantaine sont emmenés au commissariat d'Issy-les-Moulineaux car ils n'ont pas de papiers. L'un des interpellés a le temps de passer un coup de téléphone à une personne rencontrée lors des grèves des travailleurs sans papiers et très vite une solidarité se met en place. Les coups de téléphone affluent par dizaine pour demander la libération des gardés-à-vue et un rassemblement d'une quarantaine de personnes devant le commissariat a lieu. Sur les 60 sans-papiers interpellés, beaucoup sont libérés et d'autres sont transférés dans des centres de rétention. Quelques-uns sont retrouvés et défendus par des avocats militants. Au final, à notre connaissance, très peu de personnes capturées lors de cette opération seront expulsées. Mais très peu c'est déjà trop !

Le lundi 11 juin, en fin d'après-midi, plusieurs policiers commencent à investir le quartier de 4 chemins à Pantin-Aubervilliers pour harceler les vendeurs à la sauvette et faire des contrôles de papiers. Un gars est menotté, mis à terre et bastonné ; du sang gicle sur le trottoir. Plusieurs personnes interviennent et permettent que les flics arrêtent de taper sur le gars. Les flics gazent à tout va, frappent. Très vite, des jeunes, des vieux, des hommes et des femmes du quartier se rassemblent et bloquent le carrefour pour protester contre les violences ; dans les discours des personnes qui manifestent, ressort le ras-le-bol du harcèlement quotidien des flics.

De très importants effectifs de police arrivent sur place, en uniforme et en civil. Après un long face-à-face et des sommations ils font remonter les gens sur les trottoirs en les braquant avec leurs flashballs.

Au cours de la soirée, en plus du jeune homme tabassé, 3 autres personnes, toutes sans papiers, sont interpellées. Le commissariat de Pantin est harcelé de coups de téléphone demandant leur libération. Le lendemain, 3 personnes dont celle ayant subi les coups des flics, sont libérées. La 4ème est transférée au centre de rétention de Bobigny et est libérée 3 semaines plus tard.

Le quartier de 4 chemins n'est pas le seul à être quotidiennement occupé par la police. À Couronnes, Belleville, Barbès, Porte de Montreuil, pour ne citer que quelques exemples, chaque jour ont lieu des incursions policières et démonstrations de force destinées à rappeler à tous les pauvres en général qui sont les maîtres.

OCCUPATION D'IMMEUBLES, AVEC OU SANS PAPIERS

À Paris, depuis début juin, des personnes avec ou sans papiers se sont installées dans un immeuble vide situé au 260 rue des Pyrénées. Pour habiter, vivre et s'organiser, une assemblée est ouverte tous les dimanches à 17h à l'immeuble occupé. Lors de leurs diverses actions, ce rassemblements de « mal logés acharnés et précaires en colère » demandent des logements et des papiers pour tous et toutes.

À Brest, depuis plusieurs semaines divers lieux ont été occupés pour que les personnes migrantes trouvent des solutions de logement durable. Là encore, avec et sans papiers s'organisent ensemble pour faire plier ceux qui, de leurs postes de gestionnaires, pourrissent la vie des pauvres au quotidien.

Le 2 juillet, une centaine de CRS ont évacué le squat des Greffes à Dijon, suite à un arrêté de la municipalité (PS) qui s'inquiétait de l'« insalubrité » du lieu. Environ 300 demandeurs d'asile occupaient le bâtiment depuis le 26 janvier, afin de se loger et surmonter collectivement les barrières administratives auxquelles ils font face. Une décision judiciaire leur avait auparavant laissé la possibilité de rester dans les lieux jusqu'au 15 juillet, mais il faut croire que l'auto-organisation des immigrés n'est pas au goût de tous et que certains ont préféré les voir retourner à la rue au plus vite.

JUIN 2012 : OPÉRATION « RETOUR À LA MAISON »

C'est ainsi qu'en Israël a été baptisée la première opération de grande envergure, d'arrestation et d'expulsion, de sans papiers d'origine africaine, appelés là-bas les « infiltrés ». Les étrangers ont été qualifiés de « cancer » par le ministre de l'Intérieur qui a aussi déclaré que Israël appartenait à « l'homme blanc » ; ou bien accusés de mettre en danger le « caractère juif et démocratique de l'État d'Israël » par le premier ministre. Ces discours racistes pleinement assumés décomplexent une partie de la population qui courant mai et juin s'est livrée à des attaques racistes, parfois avec des cocktails molotov, sur des commerces, des appartements ou des foyers occupés par des africains.

Des équipes de policiers constituées pour l'occasion ont ainsi rafilé 350 personnes en moins d'une semaine dans des quartiers à Tel Aviv et à Eilat. Certaines d'entre-elles ont d'ores et déjà été expulsées, d'autres ont été placées dans des prisons spéciales dans le désert du Néguev. L'État a d'ailleurs prévu la construction de la plus grande prison pour étrangers du monde dans ce désert, qui est déjà un vaste site de camps de détention pour les palestiniens. Ce nouveau centre pourra enfermer jusqu'à 12 000 personnes. Le gouvernement vient ainsi de faire passer une loi qui punit de 3 ans d'emprisonnement le simple fait de ne pas avoir de papier.

IL N'Y A PAS DE BONNE GESTION DES FLUX MIGRATOIRES : LES FRONTIÈRES MAINTIENNENT CHAQUE JOUR L'ORDRE DES CHOSSES ET L'EXPLOITATION.

REFUSONS QUE DES MILLIONS DE VIES SOIENT SUSPENDUES À DES BOUTS DE PAPIERS.